

Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique en vue de soutenir la lutte contre les engins explosifs improvisés en Afghanistan sous l'égide de l'Agence européenne de la Défense.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 27 avril et après consultation le 26 mars de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le Luxembourg participera au projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique, en vue de soutenir la lutte contre les engins explosifs improvisés en Afghanistan sous l'égide de l'Agence européenne de la Défense pendant la période de juillet 2012 à janvier 2013.

Art. 2. La contribution luxembourgeoise comprend un sous-officier de l'Armée luxembourgeoise.

Art. 3. Le membre de l'Armée luxembourgeoise participant à la mission en question est désigné par le Ministre de la Défense sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée.

Art. 4. La mission du sous-officier de l'Armée luxembourgeoise consiste à remplir une fonction d'expert en déminage.

Art. 5. Pour la durée de sa mission, le membre de l'Armée luxembourgeoise est placé sous l'autorité hiérarchique du chef du laboratoire d'analyse criminologique.

Art. 6. Le membre de l'Armée luxembourgeoise a droit à l'indemnité mensuelle spéciale non imposable et non pensionnable, prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative aux opérations pour le maintien de la paix.

Art. 7. Les autorités hiérarchiques peuvent accorder en cours de mission un congé au membre de l'Armée luxembourgeoise. Ce congé n'est pas déductible de son congé annuel de

récréation. Le membre de l'Armée luxembourgeoise peut, sur décision du Ministre compétent, bénéficier d'un congé spécial de fin de mission d'un maximum de 5 jours.

Art. 8. Le membre de l'Armée luxembourgeoise a le droit de retourner au pays une fois pendant la durée de la mission pour autant que les opérations le permettent. Les frais de transport sont à charge de l'Etat. L'indemnité mensuelle spéciale n'est pas due pendant le séjour au pays.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires Etrangères et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Exposé des motifs:

Introduction:

Il est proposé qu'un sous-officier - expert démineur - de l'Armée luxembourgeoise participe pendant 6 mois au projet mutualisé du laboratoire d'analyse criminologique situé dans un camp militaire à Kaboul, en vue de soutenir la lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI ou « improvised explosive devices », IED, en anglais).

Le projet est mise en oeuvre sous l'égide de l'Agence européenne de défense (AED).

La contribution luxembourgeoise au projet C-IED de l'AED.

Jusqu'à maintenant le soutien du Luxembourg au projet C-IED de l'AED était de nature financière. Le Luxembourg a ainsi contribué une somme de 550.000 EUR au projet « C-IED » et cette contribution a entre autres permis le transport des huit containers du laboratoire à Kaboul par l'entreprise Cargolux. 14 experts européens venant de huit¹ pays contributeurs, travaillent pour l'instant au sein du laboratoire.

Afin de renforcer nos efforts dans le domaine C-IED, le Luxembourg souhaite envoyer un sous-officier – expert démineur – de l'Armée luxembourgeoise en Afghanistan pour contribuer au travail du laboratoire d'analyse criminologique.

L'action de l'expert démineur luxembourgeois se situerait donc dans la phase 2 du travail de ce laboratoire² appelé « Evidence Custodian EOD » où en moyenne 5 à 6 engins sont traités (c.-à-d. « analysés » après avoir été neutralisés auparavant) par semaine au sein du laboratoire situé à l'intérieur du camp militaire.

Toile de fond :

L'Agence européenne de Défense (AED)

Créée en 2004, l'AED a comme but le développement des capacités de défense en matière de gestion des crises, la promotion et l'amélioration de la coopération européenne en matière d'armement, le renforcement de la base industrielle et technologique européenne en matière de défense et la création d'un marché européen des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international, ainsi que l'accroissement de l'efficacité de la recherche et de la technologie européenne en matière de défense.

En tant qu'agence intergouvernementale, l'AED est financée directement par les Etats membres (EM) et non par le budget des Communautés européennes ou de la Commission. Chaque EM contribue au budget selon la clé de répartition fixé dans le budget de l'UE.

¹ Les experts viennent de la France, Pays-Bas, Suède, Pologne, Italie, Roumanie, Luxembourg et Espagne. L'Autriche participe au projet mais n'a pas encore envoyé d'experts sur le terrain.

² La phase 1 étant le « triage ».

La menace posée par les engins explosifs improvisés (Counter-IED, en anglais) *

Un engin explosif improvisé (EEI) est un type d'arme explosive non conventionnelle qui peut prendre n'importe quelle forme et être activé de diverses manières. Les coûts de production sont en général faibles et les composants utilisés sont souvent facilement disponibles sur le marché public ou proviennent de munitions militaires acquis de manière illégale. Les cibles de ces armes sont aussi bien les soldats (ainsi, pendant l'année dernière 252 militaires ont trouvé la mort en raison de EEI³) que les civils.

Les EEI jouent un rôle de plus en plus important dans les conflits d'aujourd'hui et continueront de faire partie de l'environnement des opérations militaires futures. En effet, en Irak et en Afghanistan, ils ont causé la majorité des morts et des blessés des troupes internationales.

Afin de lutter avec succès contre les EEI il ne suffit pas simplement de rendre inoffensif en question. L'ensemble du réseau doit être visé afin de trouver, sécuriser et/ou éliminer les décideurs, les planificateurs, les financiers et les personnes qui alimentent la chaîne d'approvisionnement. Les projets contre- EEI (Counter –IED (C-IED), en anglais) poursuivent par conséquent généralement deux objectifs :

- 1) la neutralisation de l'engin lui-même (action dite du « niveau 1 » qui a souvent lieu sur le terrain)
- 2) les activités visant à contribuer au démantèlement des réseaux (action d'analyse se situant au « niveau 2 »)

Le projet « Counter- IED » (C-IED) de l'AED

Les États membres (EM) de l'Agence européenne de Défense ont fait de la lutte contre les EEI une des principales priorités de l'Agence. A travers un projet multidisciplinaire l'Agence vise à contribuer de manière harmonisée aux efforts de l'Union européenne sur le sujet. Par conséquent, huit EM ont financé le projet C-IED de l'AED, dont le Luxembourg.

Un laboratoire « Theatre Exploitation Laboratory » a été développé par la firme espagnole INDRA et a été délivré à l'AED en mi-2011. Le laboratoire qui se situe au niveau d'intervention 2 (actions visant à contribuer au démantèlement des réseaux) a ensuite été installé à Kaboul avec la France comme nation cadre du projet pendant les 18 mois de son stationnement prévu en Afghanistan. 14 experts européens venant de huit⁴ pays contributeurs, travaillent pour l'instant au sein du laboratoire.

Les objectifs du laboratoire sont les suivants :

- participer à l'effort de la communauté internationale en Afghanistan
- obtenir des *lessons learned* sur les aspects techniques (via une information régulière au Comité de gestion du projet, au sein de l'AED)
- améliorer la capacité opérationnelle en matière de Counter-IED.

³ Voir Annexe I

⁴ Les experts viennent de la France, Pays-Bas, Suède, Pologne, Italie, Roumanie, Luxembourg et Espagne. L'Autriche participe au projet mais n'a pas encore envoyé d'experts sur le terrain.

Il faut noter que c'est la première fois que l'AED déploie un tel laboratoire à l'étranger et que, jusque peu, il n'existait pas de laboratoire dans la région *Regional Command-Capital*. Une bonne coopération a entretemps pu être établie avec les structures ISAF sur place.

Le déploiement du laboratoire était initialement prévu pour une durée de 18 mois et devrait donc s'achever fin 2013. Mais, dû à l'importance du travail accompli par le laboratoire, il existe d'ores et déjà une forte demande pour prévoir un 4^{ème} mandat (au-delà de décembre 2013).

Commentaire des articles :

L'article 1^{er} autorise de Luxembourg à participer au projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique de l'Agence européenne de Défense en vue de soutenir la lutte contre les engins explosifs improvisés en Afghanistan.

L'article 2 décrit la contribution militaire du Luxembourg à ce projet.

L'article 3 définit la procédure de désignation du membre de l'Armée participant au projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique en vue de soutenir la lutte contre les engins explosifs improvisés en Afghanistan sous l'égide de l'Agence européenne de Défense.

L'article 4 définit la mission du militaire luxembourgeois qui sera détaché au laboratoire d'analyse criminologique en Afghanistan.

L'article 5 définit les structures hiérarchiques auxquelles est soumis le membre de l'Armée luxembourgeoise participant au projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique

L'article 6 définit les modalités d'octroi d'une indemnité mensuelle à laquelle a droit le membre de l'Armée luxembourgeoise.

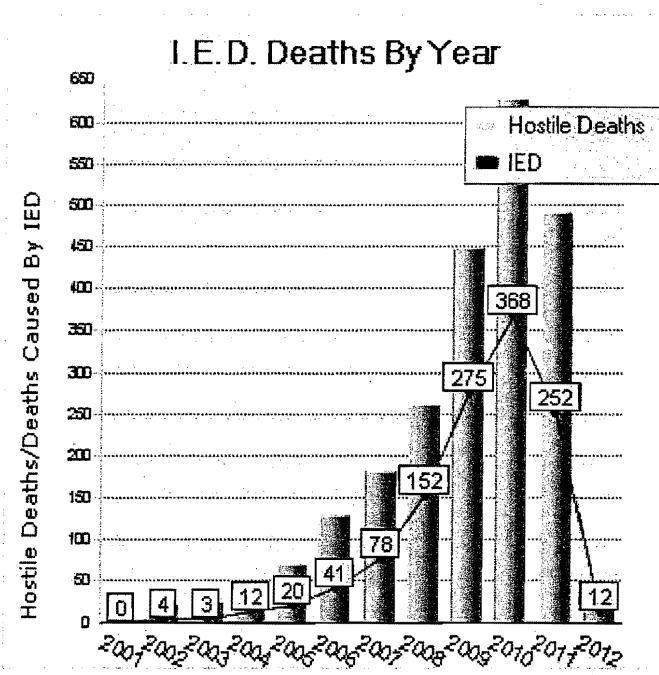
L'article 7 définit les modalités d'octroi des congés au membre de l'Armée luxembourgeoise.

L'article 8 autorise le membre de l'Armée luxembourgeoise à effectuer un retour à Luxembourg pendant la période de son détachement pour autant que les opérations le permettent et définit les modalités de ce déplacement.

L'article 9 fixe les modalités d'exécution du règlement.

Annexe I : Décès militaires par EEI en Afghanistan

Period	IED	Total	Pct
2001	0	4	0.00
2002	4	25	16.00
2003	3	26	11.54
2004	12	27	44.44
2005	20	73	27.40
2006	41	130	31.54
2007	78	184	42.39
2008	152	263	57.79
2009	275	451	60.98
2010	368	630	58.41
2011	252	492	51.22
2012	12	32	37.50



Source: <http://icasualties.org/oef/>

EUROPEAN DEFENCE AGENCY

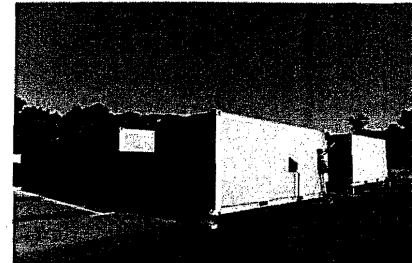
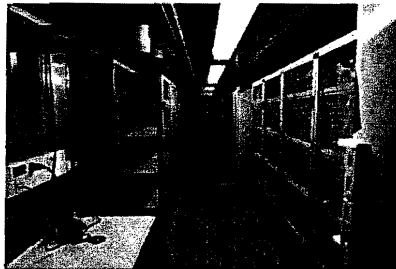
Home > News

European Defence Agency Capability output in Afghanistan

Brussels - 26 September 2011

by Jim Blackburn, EDA's Capability/Capability Area Engagement

The European Defence Agency has recently completed a project to develop and build a forensic laboratory to analyse Improvised Explosive Devices (IEDs) recovered from incidents. IEDs account for approximately 80% of military casualties in Afghanistan and kill approximately three times that number of civilians. Taking actions to counter the threat of IEDs involves gathering as much information as possible about who is making them, where the components have come from and who is supporting the supply and building network. This allows the IED network to be interdicted, thus saving the lives of soldiers and civilians alike. It is essential in modern conflict to ensure that the prosecution of the campaign is conducted within boundaries of the law and therefore the collection of information about bombers must be carried out in an evidentially pure fashion such that it could later be used as evidence in a judicial process.



The Ministers of Defence from the EDA Member states directed the Agency to spend Operational Budget money to purchase the equipment for such a forward deployable forensic laboratory to deploy into operations under a lead nation. The aim is to demonstrate to all Member States the utility of such a laboratory and the contributions that it can make. Furthermore it aims to prove the requirements, specifications and procedures, which can then be passed back in an intellectual package to all pMS to enable a template for the development of similar capabilities in the future.

Following the initial direction, the EDA set up a small team of experts from across the Member States to define the requirements for the demonstrator, establish the legal framework under which it could exist and deploy, set up the contracting, organise the personnel from across the Union to man the laboratory, and train the team. The contract was let on 17 December 2010 with the Spanish company Indra and delivered at the end of July after training personnel. The laboratory and the personnel flew into Afghanistan by the end of July 2011 and was set up and running with Initial Operating Capability by mid September 2011. The whole project was completed in a very short time which considering the multinational dimension of the staffing was remarkable.

The EDA Project, known as the Theatre Exploitation Laboratory (Demonstrator) or TEL(D), has been deployed by France as the lead nation and is manned by a multi-national team from France, Spain, Poland and the Netherlands. Early next year Italy, Romania and Sweden are expected to send manning contributions. Austria has bought some additional hardware for the laboratory to enhance its capabilities and has also made a significant contribution to training the personnel. Sweden and the Netherlands provided experts to help with training. Luxembourg covered the expenses for and organised the transport of the laboratory to Afghanistan. The Republic of Ireland, despite not officially participating in the project, hosted the team to excellent training to give them a better awareness of IEDs and the tactics used by insurgents. The whole effort was truly multinational and although exceptionally challenging, it proves that it is possible to work collaboratively and quickly if the will exists.

The laboratory is now getting good reports from Afghanistan where it is making a significant contribution to the effort to counter Improvised Explosive Devices and where it directly supports the International Security Assistance Force (ISAF) and the Afghan National forces by providing real tangible input. The laboratory is envisaged to remain in Afghanistan this year and next year, but its future beyond then is yet to be decided.



Factsheet is available [here](#).



C-IED Theatre Exploitation Laboratory (TEL)

Primitive but effective forms of intimidation and terror, Improvised Explosive Devices (IEDs) see an ever increasing employment both in Operational Theatres and in the homeland. Although the term IED has surfaced in later years, the phenomenon dates back several centuries. While the devices still remain relatively simple in design, the means of deployment have evolved and the numbers in theatre have increased immensely. The respect and consideration for collateral damage and lives of bystanders has also reduced among insurgents making IEDs an even more grim threat.

Counter IEDs aims at defeating not only the actual devices but more importantly the entire network and a cornerstone in doing so is intelligence. This requires drawing from a range of skills and resources in order to collect and exploit information in an efficient way.

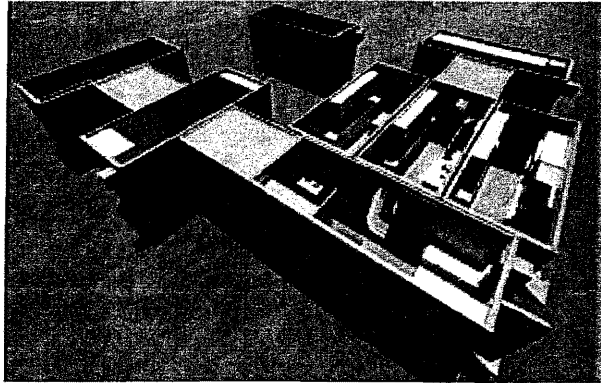
What is Exploitation?

Exploitation in C-IED terms implies recording and analysing information related to events, scenes, technical components and materials. The overall aim is establish the technical and tactical information from the attack and identify the IED supply chain. IED exploitation is achieved through a number of activities which try to technically characterise the IED involved and recover trace material of those who have contact with the IED. It is a key part of the intelligence process and is also designed to provide evidence and intelligence of those involved in the IED network.

All exploitation related activities are designed in order to aid the other key operational activities of the C-IED effort of predicting the activity of the IED network, preventing further IED incidents, detecting IEDs when they are emplaced and being able to effectively and safely neutralise them and mitigating the effects of those IEDs that do function against friendly forces

In practice three levels of Exploitation exist

- **Level 1:** Recording and sampling of information are key to Level 1. Often associated with incidents such as IED finds or the tragic consequences of when an IED has functioned, first responders, specialised Weapons Intelligence teams or Explosive Ordnance Disposal teams have the difficult task of trying to gather as much information as possible under time pressure due to the fact that the environment can be hostile.
- **Level 2:** Intermediate processing in theatre through forensics investigation is what comprises Level 2. This implies a forward deployed laboratory for the investigation of IED incidents and



related activity with the purpose of aiding the C-IED effort at formation and theatre by informing the commander of the IED threat faced.

- **Level 3:** Level 3 involves a full scale crime laboratory that is dedicated to performing more time and resource consuming analysis that is not possible in theatre and is generally conducted in the homeland.

A Novel Approach to Pooling and Sharing

Currently there are only a few nations in the world that have the Level 2 capability and within Europe there are even fewer. With the ever increasing amount of IEDs in theatre there is a need for more Level 2 capabilities. Mandated by the Ministerial Steering Board in April 2010, the Agency then initiated the Theatre Exploitation Laboratory (TEL(D)) project that involves procuring a Laboratory, which would then be manned and deployed it into theatre by a Lead Member State. A complex undertaking, this project sees EDA pushing the boundaries of what it can do and presenting a benchmark for Pooling and Sharing.

Funded by the EDA Operational Budget, the Laboratory is procured by EDA for all participating Member States (pMS). Any pMS can request to deploy the Laboratory for a period of time but in doing so it, as Lead Nation, assumes responsibility for its well-being and manning. The latter can however be supplied from other interested pMS upon request from the Lead Nation.

Built by Spanish company Indra, the Laboratory will be delivered to EDA in mid-2011 and following this it will be handed over to France who is the Lead Nation for the eighteen-month deployment to Afghanistan. Supported by Austria, Italy, Luxemburg, Netherlands, Spain, Sweden and Poland, the Laboratory will be in operation from autumn of 2011.

How It Works

The neatly designed system utilises ISO containers to house the Laboratory when in operation as well as during storage and transport. This enables the Laboratory to be able to be transported easily on land, by air and by sea. It can be set-up in less than a week and is designed to withstand extreme weather conditions.

Devices, Materials, Artifacts and Traces (DMAT) are supplied by Level 1 Exploitation. With a team of around fifteen people, out of which a majority are highly skilled specialists, several types of investigation are carried out. Once Level 2 investigation is concluded, some DMAT are submitted to Level 3 for further investigation. Intelligence gained from the Laboratory is fed into the intelligence channels.

The Laboratory along with its manning accounts for a substantial increase in European C-IED capability and a powerful tool in forensic investigations. The TEL(D) project in itself is proof of what can be achieved through a multi-national collaborative effort.

